



European
University
Institute

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Le cadre général de la migration au Liban (2009-2011)

Fadia Kiwan

Hala Itani

CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2011/69

**Série - Migrations méditerranéennes et
subsahariennes : évolutions récentes**

Module Socio-Politique



CARIM
Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations internationales

**Notes d'analyse et de synthèse – Migrations méditerranéennes et subsahariennes:
évolutions récentes
module socio-politique
CARIM-AS 2011/69**

Le cadre général de la migration au Liban (2009-2011)

Fadia Kiwan* et Hala Itani**

*Directrice, institut des sciences politiques, université Saint-Joseph de Beyrouth

**Enseignante, université Saint-Joseph de Beyrouth

L'ensemble des travaux de la série « Migrations méditerranéennes et subsahariennes: évolutions récentes » est disponible à l'adresse suivante : <http://www.carim.org/ql/MigrationEvolutions>.

© 2011, Institut universitaire européen
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que
pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite
sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : carim@eui.eu

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : "CARIM AS", [n° de série],
Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):
Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme
reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
Italie

<http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/>
<http://www.carim.org/Publications/>
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

CARIM

Le Consortium pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales (CARIM) a été créé à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence) en février 2004. Il est co-financé par la Commission européenne, DG AidCo, actuellement au titre du Programme thématique de coopération avec les pays tiers en matière de migrations et d'asile.

Dans ce cadre, le CARIM a pour objectif, dans une perspective académique, l'observation, l'analyse et la prévision des migrations dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne (signifiée par « la région » dans le texte ci-dessous).

Le CARIM est composé d'une cellule de coordination établie au Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) de l'Institut Universitaire Européen et d'un réseau de correspondants scientifiques établis dans les 17 pays d'observation : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Palestine, Sénégal, Soudan, Syrie, Tchad, Tunisie et Turquie.

Tous sont étudiés aussi bien comme pays d'origine, de transit que d'immigration. Des experts externes provenant des pays de l'Union européenne et des pays de la région contribuent également à ses activités.

Le CARIM conduit les activités suivantes:

- Base de données sur les migrations méditerranéennes et subsahariennes;
- Recherches et publications;
- Réunions d'experts et rencontres entre experts et décideurs politiques;
- Ecole d'été sur les migrations ;
- Information

Les activités du CARIM couvrent trois dimensions majeures des migrations internationales : économique et démographique, juridique et sociopolitique.

Les résultats des activités ci-dessus sont mis à la disposition du public par le site Web du projet: www.carim.org

Pour plus d'information

Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales

Centre Robert Schuman

Institut universitaire européen (IUE)

Convento

Via delle Fontanelle 19

50014 San Domenico di Fiesole

Italie

Tél: +39 055 46 85 878

Fax: + 39 055 46 85 755

Email: carim@eui.eu

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

<http://www.eui.eu/RSCAS/>

Résumé

Ce texte traite des enjeux au Liban dans le domaine de la migration et de l'attention portée par les autorités libanaises à ces enjeux. Tout d'abord, l'important mouvement d'émigration dans un contexte de crise politique soulève différents problèmes, en particulier le poids des remises dans le PNB, l'impact de l'émigration des compétences, et la restitution de la nationalité libanaise aux descendants d'émigrés. Par ailleurs, l'immigration de main-d'œuvre non qualifiée ne suscite qu'une attention limitée de la part des autorités libanaises, malgré son importance, notamment du point de vue des conditions de travail des étrangers.

Abstract

This paper deals with issues related to migration from and to Lebanon and the attitudes of the Lebanese officials toward such issues. First, major flows of out-migration in a context of great political instability raise various issues as the weight of the remittances in the GDP, the impact of highly skilled migration, and the restitution of citizenship to Lebanese descents. On the other hand, the Lebanese officials largely overlook in-migration of low skill workers, although this phenomenon is quite important, in particular when considering the working conditions of the foreigners.

Introduction

Au Liban, de nombreuses questions concernent directement les migrations de et vers ce pays. Aux yeux des élites politiques libanaises, certains problèmes sont plus importants que d'autres. Ils suscitent continuellement des controverses et des polémiques, et connaissent des rebondissements, en fonction des événements majeurs auxquels fait face le pays. A l'inverse, d'autres problèmes suscitent moins d'intérêt, malgré leur importance, en particulier pour ceux préoccupés des droits de l'homme.

L'émigration et les remises des émigrés et la récupération de la nationalité libanaise par les descendants d'émigrés, appelés « Libanais d'origine », la question des réfugiés au Liban, ou encore le contrôle des frontières appartiennent à la première catégorie. Par contre, les dirigeants politiques libanais portent peu d'attention à la gestion de l'immigration non qualifiée, au statut et aux conditions de travail des travailleurs domestiques, à la traite et à la prostitution de femmes étrangères, dites « artiste ». Ces problèmes sont négligés, car ils n'ont pas d'incidence directe sur le rapport de force politique et sur les luttes pour le pouvoir au Liban.

Les questions suscitant l'intérêt des dirigeants politiques

Les remises des émigrés

Nous aborderons, tout d'abord, le débat politique libanais actuel sur les remises des émigrés. Celles-ci sont présentées comme des revenus « salutaires » pour l'économie nationale. Les autorités, les hommes politiques et les médias insistent régulièrement sur l'accroissement du volume des remises (par exemple : + 8 % entre 2009 et 2010) et leur part importante dans le PNB (21 %). Cet accroissement est interprété positivement, puisqu'il signifie que les revenus des émigrés sont restés stables, ou ont augmenté, malgré la crise financière internationale. Autrement dit, cette analyse renvoie à l'idée selon laquelle, d'un point de vue économique, « l'aile émigrée du Liban consolide l'aile résidente ».

L'augmentation des remises illustre également la vitalité du système bancaire libanais, qui a toujours attiré les capitaux extérieurs, libanais ou étrangers, et qui représente une marque de stabilité pour l'économie libanaise, malgré les aléas politiques et sécuritaires que connaît le pays. Notons que les estimations du volume annuel des remises basées sur les transferts bancaires sont inférieures à la réalité puisque certains émigrés rapatrient leurs revenus/capitaux en numéraires, lorsqu'ils reviennent au Liban, pour les utiliser lors de l'acquisition de biens fonciers ou de produits de consommation. L'une des raisons est que la Banque du Liban impose de déclarer l'origine de tout transfert supérieur à 10 000 USD, afin de lutter contre le blanchiment d'argent, un problème politiquement sensible (voir, par exemple, le scandale suscité par les liens supposés entre la Lebanese Canadian Bank et le Hezbollah). Le renforcement de la lutte contre le blanchiment d'argent pourrait avoir des conséquences sur les transferts des émigrés.

La restitution de la nationalité libanaise

Dans le cadre de la campagne visant à encourager la restitution de la nationalité libanaise aux personnes d'origine libanaise, la Fondation Maronite Mondiale a été créée en 2008 avec comme objectif de consolider la relation entre les Libanais résidents au Liban et les Libanais à l'étranger, dit d'outre-mer (*l'Orient le Jour*, 23 juillet 2008). Plus précisément, la Fondation souhaite encourager les familles chrétiennes, en particulier maronites, d'origine libanaise, à entreprendre les formalités nécessaires à l'inscription sur les registres d'état civil (au consulat) des descendants d'émigrés, de la deuxième, troisième ou quatrième génération, et à la récupération de la nationalité libanaise, le cas échéant.

Plusieurs raisons expliquent que les descendants d'émigrés libanais ne possèdent plus la nationalité de leurs parents : l'absence de lien avec le Liban et de projet de retour ; la désorganisation des services consulaires libanais pendant la guerre civile (1975-1990) ; un certain pessimisme quant à l'avenir du pays depuis la fin de la guerre civile parmi les chrétiens, en particulier les maronites, face à la marginalisation politique de leur communauté après l'Accord de Taëf (1989) et face à leur minorisation démographique.

Dans ce contexte, la Fondation Maronite Mondiale représente donc une initiative visant à restaurer, du moins renforcer, le poids politique de la communauté maronite sur l'échiquier politique libanais. La Fondation, créée par des personnalités maronites fortunées et influentes, s'appuie sur un large réseau dans les pays où réside une forte communauté maronite/chrétienne libanaise. Il s'agit donc d'une nouvelle étape dans la formation d'un lobby libanais transnational.

La Fondation a organisé une campagne d'information dans ces pays en s'appuyant sur des réseaux informels, plutôt que sur les consulats libanais qui ne coopèrent pas systématiquement, afin de convaincre les descendants d'émigrés libanais de s'inscrire sur les registres d'état civil. Pour les descendants de la troisième ou quatrième génération, les démarches pour obtenir la nationalité libanaise sont complexes puisqu'il est nécessaire de s'adresser au tribunal. Par ailleurs, notons que le Liban autorise la double nationalité. De plus, la nationalité libanaise se transmet que par le père (ou l'époux) exclusivement, et les femmes libanaises ne peuvent pas transmettre la nationalité à leurs enfants ou à leur conjoint étrangers.

Notons que la transmission de la nationalité libanaise par les femmes est une revendication portée par de nombreuses associations au Liban (ex. : campagne du CRTD), soutenues par des organisations internationales et certains Etats occidentaux. Cette question fait débat au Liban en raison des conséquences éventuelles sur l'équilibre démographique entre chrétiens et musulmans, et sur l'obtention de la nationalité libanaise par des réfugiés palestiniens (alors que la Constitution libanaise interdit formellement l'implantation des réfugiés palestiniens au Liban).

La possibilité pour les Libanais de l'étranger de voter dans les consulats/ambassades lors des élections législatives est également une question qui fait débat. Les élites politiques chrétiennes, quoique fortement divisées, soutiennent cette revendication qui, selon elles, va dans le sens de leurs intérêts. Notons que le vote à l'étranger ne concerne, bien sûr, que les personnes de nationalité libanaise inscrites sur les registres d'état civil, à l'exclusion des personnes d'origine libanaise, à moins que ces dernières parviennent à récupérer la nationalité libanaise.

Par ailleurs, la protection des émigrés libanais résidents dans des pays secoués par des crises politiques et des conflits fait également débat, comme l'a montré dernièrement le cas problématique du rapatriement des Libanais résidents en Libye et, auparavant, des situations analogues au Congo, au Nigeria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, etc. Les Libanais émigrés se plaignent de l'absence de soutien et d'encadrement de la part des consulats dans les moments de crise ou lors d'accident graves (comme le crash d'un au Bénin avec plusieurs dizaines de Libanais à bord). De manière générale, les émigrés dénoncent l'attitude de l'Etat, qui ne s'intéresse qu'aux remises qu'ils envoient au Liban, et de la classe politique, qui cherche à instrumentaliser leur vote lors des élections.

L'émigration des compétences

L'émigration des compétences, c'est-à-dire des personnes hautement qualifiées, suscite souvent des commentaires alarmants dans la presse, mais les mesures ou initiatives visant à inciter les personnes hautement qualifiées à se fixer au Liban sont rares. Plusieurs raisons sont à l'origine de l'émigration des compétences : instabilité politique, endettement de l'Etat, déséquilibres économiques. Toutefois, ce phénomène ne semble pas inquiéter les responsables politiques. Au contraire, l'idéologie dominante vante l'émigration des compétences qui reflète la richesse du pays en terme de ressources humaines et les bonnes performances du système d'éducation et d'enseignement supérieur.

A l'échelle individuelle, les jeunes diplômés aspirent généralement à travailler à l'étranger, mais, dernièrement, la crise financière et économique mondiale a incité les émigrés libanais au revenir dans leur pays, de même que les crises politiques dans certains pays. Par ailleurs, notons que la valorisation de l'euro face au dollar à encourager de nombreux Libanais travaillant dans la zone euro à investir au Liban, notamment dans l'immobilier, contribuant à la flambée des prix du foncier au Liban (un phénomène largement alimenté par les investissements immobiliers réalisés au Liban par des ressortissants des pays arabes du Golfe).

L'immigration de réfugiés irakiens

Depuis 2003, les Irakiens sont arrivés en nombre au Liban en raison de l'instabilité politique et sécuritaire dans leur pays. Malgré les efforts du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, la réinstallation de ces réfugiés dans les Etats européens, au Canada et aux Etats-Unis est difficile, en raison des conditions strictes imposées par ces pays. Seulement quelques centaines de réfugiés irakiens y sont réinstallés chaque année, alors que le nombre de réfugiés irakiens au Liban est de plusieurs dizaines de milliers. Notons que la situation difficile des populations chrétiennes en Iraq a touché l'opinion publique, en particulier après l'attentat contre l'église de Bagdad, entraînant une mobilisation des autorités religieuses des communautés chrétiennes au Liban pour l'accueil des chrétiens chassés de leur pays d'origine. Toutefois, la position officielle des autorités libanaises est le refus catégorique d'accorder l'asile politique aux réfugiés irakiens, même si ces derniers voient parfois leurs visas renouvelés.

Les questions ne suscitant pas l'intérêt des dirigeants politiques

Alors que l'émigration libanaise représente un enjeu politique et économique central dans les discours des élites politiques libanaises, nous aborderons dans la deuxième partie de cette note trois questions auxquelles les élites politiques libanaises accordent pas, ou peu, d'attention : l'immigration de travailleurs domestiques, l'immigration irrégulière et l'immigration de femmes dites « artistes ».

L'immigration de la main-d'œuvre non qualifiée :

L'immigration de travailleurs domestiques, employés de maison, est principalement le fait de femmes philippines et sri Lankaises, ainsi qu'éthiopiennes et nigérianes, dans une moindre mesure. Dans le courant de l'année 2010, les autorités libanaises avaient accepté que des ONG, en particulier Caritas, distribuent à ces femmes un dépliant lors de leur arrivée à l'aéroport afin de leur expliquer quels sont leurs droits et leurs obligations. Toutefois, les autorités libanaises ont finalement interdit la distribution de ce dépliant, considérant qu'il incitait ces femmes à fuir leurs employeurs. Rappelons que les employeurs libanais de domestiques étrangères doivent, pour obtenir leur visa, s'engager à les faire travailler à domicile, à leur verser régulièrement un salaire, et à les rapatrier à la fin de leur contrat. Ce système de garant, dit « kafil », interdit donc à ces femmes de venir au Liban pour travailler indépendamment. Avant le départ, des agences de recrutement, basées au Liban et dans les pays d'origine, sont chargées de l'intermédiation et se partagent la commission payée par le garant.

Au Liban, le Ministère du Travail a mis en place une *hotline* chargée de recevoir d'éventuelles plaintes de la part des domestiques. Le problème auquel ce service est le plus attentif est le paiement régulier du salaire mensuel minimum. Les ONG et les organisations internationales chargées de ce dossier dénoncent également le fait que les employeurs conservent généralement le passeport de leurs domestiques (afin qu'elles ne travaillent pas « au noir », par ailleurs), mais les autorités libanaises ont refusé d'interdire cette pratique, considérant qu'elles contribuaient à placer chacune de ces femmes sous la responsabilité d'un garant libanais.

En fait, de nombreuses femmes immigrées vivent seules et travaillent indépendamment « au noir » en payant à leur garant une compensation financière. Par ailleurs, certaines employées domestiques immigrées fuient leurs employeurs, puis résident et travaillent irrégulièrement au Liban, dans une situation très précaire, sans assurance ni protection, parfois pendant plusieurs années puisque les autorités libanaises exercent très peu de contrôle. Toutefois, celles qui fuient et qui sont accusées de vol par leur employeur sont recherchées et, parfois, arrêtées et détenues pendant de longues périodes et dans des conditions difficiles, comme le dénoncent les ONG chargées de la défense des droits de l'homme au Liban.

De sérieux efforts doivent donc être entrepris par les autorités libanaises : d'une part, être très strictes dans la procédure du contrat et avec les immigrées qui travaillent au noir ; d'autre part, améliorer la coordination avec les consulats et ambassades des pays d'origine afin d'assurer un rapatriement rapide. De plus, les conditions d'incarcération doivent être transformées et humanisées. Notons que, à la suite de plusieurs cas de suicide et de tentative de suicide de domestiques en prison, l'Union européenne a manifesté de l'intérêt pour le problème de l'incarcération de personnes immigrées en situation irrégulière et a pris des engagements pour superviser la construction d'une nouvelle prison.

Par ailleurs, des programmes de soutien ont été mis en place par des ONG libanaises qui s'occupent directement des domestiques immigrées victimes de violence. Caritas Liban, en particulier, a créé une maison d'accueil, un service d'appui psychologique, un service d'encadrement des femmes détenues dans cette prison. Caritas intervient en permanence auprès des autorités libanaises, en particulier le ministère du Travail, la Sûreté générale, et les Forces de Sécurité Intérieure, afin d'atténuer les peines et les souffrances des femmes immigrées victimes de violence ou de maltraitance, et d'améliorer autant que possible les conditions de travail et de vie des femmes immigrées employées de maison.

Enfin, le Bureau International du Travail supervise les négociations au sein de la commission *ad hoc* créée au sein du Ministère du Travail qui réunit des représentants des ONG et des différents services étatiques concernés. L'objectif de cette commission est d'améliorer les conditions de travail et de vie des employées de maison en proposant un contrat « unifié » qui contiendrait l'ensemble des droits et des obligations des employées de maison. A terme, le système du garant pourrait être remis en question, pour lui substituer un système dans lequel les domestiques immigrés viendraient au Liban à leur frais et travailleraient indépendamment, mais une telle réforme se heurterait certainement aux nombreux intérêts, notamment économiques, liés à ce système, au sein des agences de recrutement, mais également parmi les services des ambassades des pays d'origine des employées de maison.

La classe politique libanaise est muette face à cette question, bien que les ONG libanaises et organisations internationales soient très actives. Notons, outre les programmes financés par des pays occidentaux, que la Commission nationale de la Femme libanaise, instance nationale chargée des questions qui touchent la femme au Liban, a inclus la situation des femmes immigrées employées de maison parmi les priorités de son agenda dans le cadre de la Stratégie nationale d'Action pour la Femme 2010-2020.

La situation de la femme immigrée employée de maison nécessite une réflexion stratégique à l'échelle nationale afin d'examiner dans quelles conditions les familles libanaises peuvent avoir recours à ce type de main d'œuvre tout en garantissant la protection de la dignité et des droits fondamentaux des employées de maison.

La migration « circulaire » syrienne

Cette forme de migration est, par définition, difficile à évaluer puisque les travailleurs syriens au Liban ne possèdent ni carte de résidence, ni carte de séjour, ni permis de travail, ni assurance, ni salaire régulier. Il s'agit généralement d'hommes peu ou pas qualifiés qui travaillent dans l'agriculture

ou la construction. La migration de travailleurs syriens au Liban est un phénomène ancien, facilité par la proximité entre les deux pays. La plupart des migrants syriens retournent régulièrement en Syrie et ne s'installent pas définitivement au Liban.

Cette main d'œuvre à bas coût est profitable aux entreprises libanaises, qui payent peu ou pas de charges sociales, à l'exception d'une assurance protégeant les ouvriers sur les chantiers. Les travailleurs syriens ne bénéficient généralement pas de prestation sociale, et ne sont pas couverts par la sécurité sociale, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le caractère « volatile » de cette migration rend difficile leur identification et localisation au Liban. Par ailleurs, en Syrie, où il est aisé de se rendre, les prestations sociales sont gratuites, notamment dans le domaine médical.

Le nombre de travailleurs syriens au Liban a fortement augmenté dans les années 1990, après la guerre civile. Depuis le retrait de l'armée syrienne du Liban, en 2005, la question des conditions de travail et de vie des ouvriers syriens au Liban est discutée dans le cadre d'un Comité de réflexion au sein du Ministère de travail. Différents problèmes ont été évoqués, en particulier leur identification, pour des raisons de sécurité, et leur protection, dans le cadre de leur travail. Toutefois, la mise en place d'une carte de séjour ou d'un permis de travail a été écartée, ainsi que la possibilité pour les migrants d'avoir accès aux prestations sociales, en particulier la sécurité sociale.

Notons, pour conclure que des migrants clandestins, notamment égyptiens, passent par la Syrie pour rejoindre le Liban, comme le montre le kidnapping dans la région de Jbeil en 2010 de migrants égyptiens, afin d'obtenir une rançon, car ces derniers n'auraient pas payé la commission exigée par les passeurs libanais et syriens pour franchir la frontière.

La migration des femmes dites « artistes »

La migration de femmes, souvent originaire d'Europe de l'Est, dites « artistes », qui travaillent dans des cabarets, au nombre de 72, comme serveuses, danseuses ou chanteuses, suscitent de nombreuses controverses, notamment de la part des associations de défense des droits de l'homme, car nombre d'entre elles sont contraintes de se prostituer.

Ces femmes disposent généralement d'un visa spécifique de 6 mois, mais elles sont obligées de sortir du pays pour le renouveler. En 2001, le nombre de visas accordés à des femmes « artistes » était de 1 334, dont 456 ukrainiennes, 246 moldaves, 205 marocaines et 150 russes. Ces chiffres sont, toutefois, fluctuants puisque le nombre de visas accordés à des femmes ukrainiennes était de 1800 en 2004, et à des femmes marocaines de 896 en 2008.

Jusqu'à présent, les autorités libanaises n'ont pris aucune initiative sérieuse face à ce trafic régional et international, sinon la modification des conditions d'octroi du visa « d'artiste » qui ne n'apporte pas de solution à ce problème et ne permet pas d'enrayer ce trafic.

Conclusion

L'attention des élites politiques libanaises porte essentiellement sur les Libanais résidents à l'étranger, à la fois pour des intérêts électoraux et pour encourager l'envoi au Liban de remises qui permettent d'augmenter le pouvoir d'achat des familles et les investissements. Toutefois, les représentants des émigrés libanais se plaignent souvent d'être « abandonnés » par la classe politique libanaise.

Au contraire, les élites politiques se désintéressent largement des nombreux problèmes soulevés par l'immigration. Toutefois, différentes ONG, notamment celles de défense des droits de l'homme, et organisations internationales (BIT, HCR, etc.) se mobilisent en faveur des droits des migrants et des réfugiés au Liban. Dans cette perspective, l'Examen périodique universel mis en place depuis 2008 par les Nations Unies devrait contribuer à une meilleure connaissance et prise de conscience par les hommes politiques et par l'opinion publique des problèmes spécifiques aux immigrés et réfugiés au Liban.